
RAPPORT DES REPRESENTANTS DES ETUDIANTS DE L'UNIVERSITE FRANCO-ALLEMANDE



Représentants des étudiants
Studierendenvertreter

En vue de l'assemblée des établissements membres
du 29 juin 2017 à Frankfurt/Oder

Sommaire

Avant-propos	3
I. Appréciations relatives à l'ensemble des disciplines	5
II. Prises de positions par groupe disciplinaire	7
2.1 <i>Droit</i>	7
2.2 <i>Sciences économiques</i>	9
2.3 <i>Sciences humaines et sociales</i>	10
2.4 <i>Sciences et sciences de l'ingénieur</i>	12
2.5 <i>Formation des enseignants</i>	13
2.6 <i>PhD-Track</i>	14

Avant-propos

Chères étudiantes, chers étudiants,
Chers représentants de la présidence de l'UFA,
Mesdames et messieurs,

Il est temps, pour les représentants des étudiants, de présenter leur nouveau rapport d'activité. Celui-ci fait suite au renouvellement du corps représentatif en septembre 2016, date de début du mandat des nouveaux élus.

Alors que l'Union Européenne apparaît fragilisée et instable avec la sortie, désormais engagée, du Royaume-Uni de la communauté, nous ne pourrons jamais insister assez sur tout ce qui nous rapproche en tant qu'européens. Au cœur de ces relations se trouvent l'amitié et l'intercompréhension entre les deux grands Etats que sont la France et l'Allemagne.

La possibilité de faire ses études dans les deux pays et d'avoir un aperçu des deux différents systèmes est une pierre fondamentale amenée à l'édifice de notre futur commun en Europe. C'est pourquoi notre première préoccupation doit être de continuer à améliorer l'offre universitaire de l'UFA et son attractivité auprès des (futurs) étudiant.e.s. L'objectif est que les étudiant.e.s n'hésitent plus à relever le défi d'un cursus dispensé en deux langues différentes et dans deux systèmes différents, et saisissent la chance qui leur est donnée de vivre l'Europe et de profiter de sa diversité.

Ce rapport veut aider à attirer l'attention sur les différents points qui pourraient être améliorés dans les cursus proposés par l'UFA. Il s'agit de trouver des réponses aux défis financiers et organisationnels qui vont de pair avec un cursus bi, voire trinational, et de développer des stratégies de simplification.

C'est pour cette raison que ce rapport est, comme les années précédentes, organisé en fonction des disciplines principales, ce qui permet, dans les sous-parties, d'étudier plus en détail certaines problématiques dans leur spécificité.

Grâce à un sondage interne qui a réuni plus de 300 participants, ainsi que par le biais d'échanges directs avec certains de nos camarades, nous avons pu dégager

les tendances principales, bien que celles-ci varient fortement d'un cursus à un autre.

Nous nous réjouissons de la perspective de pouvoir dialoguer avec vous dans l'année à venir de notre mandat et de celle d'un travail commun sur une base de confiance, et nous espérons pouvoir, dans les comités et les groupes de travail, participer de manière constructive à cette tâche commune.

Cordialement,

Le comité des représentants étudiants 2016-2018

I. *Appréciations relatives à l'ensemble des disciplines*

Beaucoup d'étudiant.e.s se disent globalement très satisfait.e.s du travail de l'UFA. Toutefois, il semble exister deux points de plainte qui leur tiennent à coeur, et sur lesquels ils/elles reviennent souvent : le financement des études et la communication entre l'UFA, les universités et les étudiant.e.s.

1.1 *Financement des études*

80 % des sondé.e.s considèrent que l'aide à la mobilité de l'UFA a une grande importance, mais il est de notre devoir d'observer que plusieurs facteurs compliquent le financement des études pour les étudiant.e.s de l'UFA :

- La mobilité est un facteur de dépenses important, les trajets et les déménagements alourdissent le budget et les employeurs sont plus réticents à engager des étudiant.e.s pour des durées limitées ;
- Il est par ailleurs souvent difficile d'aménager son emploi du temps pour travailler au vu de la charge de travail supplémentaire qu'entraînent les doubles (voire triples) cursus.

La question d'égalité des chances mérite donc d'être posée, car la question du financement des études est un critère essentiel au moment même de l'orientation post-bac (ou équivalent). Les deux tiers des sondé.e.s financent leurs études principalement grâce l'aide de leur famille, seulement 20 % grâce au BAföG, à la bourse du CROUS ou à d'autres bourses. Il apparaît donc indispensable de revoir à la hausse le montant de l'aide à la mobilité.

La date du versement de l'aide à la mobilité est également problématique pour beaucoup d'étudiant.e.s, qui en auraient besoin dès le début de leur année d'études, notamment au moment de l'emménagement ou du déménagement. Le versement dépendant du service de comptabilité des universités, il est indispensable qu'il y ait un vrai dialogue à ce sujet entre les établissements membres de l'UFA, les responsables de programmes et les étudiant.e.s afin de faire évoluer la situation.

1.2 Transparence et communication

Un cursus dans deux universités différentes, d'autant plus dans deux pays différents et en deux langues différentes, représente naturellement une nette difficulté organisationnelle supplémentaire pour les étudiant.e.s qui s'y risquent. C'est pourquoi il est absolument incontournable, pour qu'il leur soit possible de régler ces problèmes en temps voulu, qu'ils/elles aient accès suffisamment tôt à toutes les informations qui leur sont nécessaires. Actuellement, dans la majorité des programmes et des domaines de spécialisation, de nombreux et réguliers problèmes ont lieu concernant la transmission des informations et la transparence des programmes.

Il faudrait par exemple porter plus d'attention, lors de la sélection et de l'acceptation dans chaque cursus et surtout à l'approche de la phase d'études à l'étranger, à ce que les étudiant.e.s ne soient pas piégés par certains délais. Les deux calendriers de sélection des étudiant.e.s et de début de l'année universitaire sont suffisamment différents l'un de l'autre pour que les étudiant.e.s rencontrent des difficultés à trouver un logement en temps voulu, par exemple, et que leur déménagement se fasse, de ce fait, dans de mauvaises conditions. Nous voulons insister tout particulièrement sur les dates de fermetures d'inscriptions des résidences universitaires, qu'il faudrait non seulement prendre en compte, mais aussi communiquer aux étudiant.e.s dès que possible, afin de leur laisser les meilleures chances d'obtenir une place.

Mais ce ne sont pas les seuls problèmes qui apparaissent avec le début de la mobilité. Par exemple, les étudiant.e.s sont, pendant leurs études à l'étranger, généralement loin de leurs amis et de leur famille. Or, l'environnement social joue justement un rôle très important, en particulier pour tenir une cadence universitaire parfois plus exigeante que celle de l'université d'origine. Pour permettre aux étudiant.e.s de rentrer chez eux de temps à autre en restant dans des coûts raisonnables de bus, de train ou d'avion, il est important qu'ils/elles puissent s'organiser suffisamment à l'avance, ce qui est fortement facilité par une annonce des différentes échéances dès le début du semestre (le positionnement d'un séminaire-bloc, la date limite de rendu d'un dossier ou encore celle d'un exposé). C'est pourquoi nous demandons aux professeurs et aux directeurs et directrices de

cursus de redoubler d'attention concernant ces particularités, afin de contribuer à créer la meilleure ambiance de travail possible pour les étudiant.e.s.

Au vu du sondage, les étudiant.e.s placent également beaucoup d'importance dans une bonne présence de leur cursus sur internet, actuelle et détaillée, qui ne donnerait pas seulement des informations basiques mais qui répondrait également à des questions plus précises qu'ils/elles seraient susceptibles de se poser. En temps normal, par exemple, les descriptifs de cursus expliquent quelles seraient les conséquences d'un examen raté et autres. Mais les programmes franco-allemands se basent souvent sur leurs propres règles. C'est pourquoi nous souhaitons suggérer que des tableaux d'équivalences de notes et les règles spécifiques du programme soient publiés sur internet, et que ces informations soient, sinon en accès libre, du moins accessibles pour les étudiant.e.s. Ce genre de règles concernent par exemple d'éventuelles dates de rattrapages exceptionnelles pour les examens, quand la période d'études à l'étranger ne permet pas aux étudiant.e.s de rester jusqu'aux dates officiellement prévues par l'université d'accueil.

Il est souhaitable que chaque étudiant.e puisse autoévaluer sa propre situation par rapport à ses études sans devoir se poser trop de longues questions ni prendre d'innombrables rendez-vous avec l'administration de son université.

II. Prises de positions par groupe disciplinaire

2.1 Droit

Dans ce groupe disciplinaire, les tendances qui se dégagent sont dans la continuité des années précédentes, à travers les 60 réponses d'étudiant.e.s de différents programmes et des témoignages de plusieurs camarades.

Les tableaux de conversion des notes, qui varient beaucoup selon les coopérations, continuent à provoquer le mécontentement.

La conversion des notes françaises sur 20 points en notes allemandes sur 18 points et vice versa est incontournable dans les programmes. Un examen est réussi avec une note de 10 points français et 4 points allemands - ce qui équivaut pour les deux

systemes à 50% de l'examen validé. Actuellement, le mode de conversion varie de programme en programme et il n'est pas rare que le résultat soit faussé. Il arrive par exemple qu'un 18 allemand équivaille à un 18 français - alors que ce n'est pas la meilleure note française - et les disparités sont encore plus importantes au bas des tableaux.

Il est nécessaire que tous les programmes du domaine disciplinaire "droit" envisagent l'utilisation générale d'un barème homogène et conforme et que l'UFA instaure d'une manière générale un barème obligatoire pour tous les programmes, afin que l'égalité des tous les étudiants peut être assurée et qu'ils profitent d'une attribution de notes prévisible et juste.

De plus, il est parfois à regretter que les contenus ne soient pas bien coordonnés. Cela pose des problèmes aux étudiants, par exemple à leur arrivée dans le pays partenaire, quand des bases en droit sont présumées mais n'ont pas réellement été acquises dans l'université d'origine, et ne peuvent pas être rattrapées rapidement. Par la suite, les difficultés linguistiques s'ajoutant à ces lacunes, il est très difficile pour les étudiants d'obtenir de réels bon résultats. Nous aimerions inciter l'UFA et les responsables de programmes à étudier plus en détail ces problèmes techniques dans la structure pédagogique des programmes, et à les éviter au travers d'une coordination différente ou de l'instauration de classes préparatoires avant le début de la phase de mobilité.

Il apparaît que la préparation à la période de mobilité n'est pas entièrement, voire pas du tout satisfaisante pour 76 % des étudiant.e.s en droit qui ont répondu au sondage. En effet, le droit étant par nature une spécificité nationale, les méthodes diffèrent grandement entre les universités allemandes et françaises. Comme plusieurs sondé.e.s ont pu le souligner, cette familiarisation avec les deux systèmes juridiques est, pour les futurs diplômé.e.s de ces doubles cursus, un préalable nécessaire à une bonne préparation de leur séjour à l'étranger et constituerait donc un atout remarquable.

Si, dans certaines coopérations, des cours de droit du pays partenaire et des cours de méthode font partie de la préparation à la phase de mobilité, il n'en est pas de même pour d'autres, et il serait souhaitable que toutes les coopérations en droit de l'UFA mettent l'accent sur cette préparation de manière adéquate. La situation particulière des étudiant.e.s débutant leur phase de mobilité n'est pas

systématiquement prise en compte par l'administration de l'établissement partenaire et, dans l'optique d'excellence de l'UFA, il est important de soutenir les étudiant.e.s face aux différences de méthodes de travail (dissertations et commentaires français, cas pratiques allemands) et de fonctionnement des systèmes universitaires.

D'autre part, la grande majorité des sondé.e.s souhaite suivre des cours de langue généraux et juridiques en français et/ou en allemand. Par ailleurs, environ 27 % des sondés n'ont pas la possibilité d'apprendre d'autre langue que l'allemand et le français.

L'importance des cours de langue a bien été soulignée, notamment à l'égard de la préparation au monde professionnel qui a été jugée déficitaire par beaucoup d'étudiant.e.s du groupe disciplinaire Droit. Il est souhaitable que ces questions soient approfondies, par exemple en concertation avec les étudiant.e.s, avec l'aide des associations de diplômé.e.s.

2.2 Sciences économiques

Au total, 77 étudiant.e.s en sciences économiques, dont près 80 % sont inscrit.e.s dans un cursus de niveau Licence, ont participé au sondage. Les deux tiers des participants se trouvent actuellement dans la phase à l'étranger de leur cursus ou l'ont déjà terminée. Ils/elles sont également deux tiers à financer leurs études principalement grâce à l'aide financière de leur famille, ce qui correspond à la tendance générale que l'on peut dégager du sondage global. En ce sens, l'aide à la mobilité de l'UFA joue également un grand rôle, près de 70 % la qualifient de « très importante ». Au sein de cette spécialité, quelques retards de versement de l'aide à la mobilité ont été signalés, mais seulement de manière isolée.

Plus de 75 % des personnes interrogées ont annoncé que leur cursus répondait à leurs attentes sur le plan thématique (sur une échelle de 1 à 4, 1 représentant la meilleure évaluation et 4 la pire, personne n'a d'ailleurs sélectionné « 4 »). Ici, il est intéressant de remarquer que plus des deux tiers de ceux qui ont coché « 3 » se trouvent actuellement dans la phase à l'étranger ou l'ont déjà terminée. Si l'on associe ces résultats avec ceux de la question concernant la satisfaction par rapport à l'organisation du cursus et la transmission des informations, on remarque tout de suite qu'à peine 17 % des répondant.e.s ont coché « 1 ». La majorité, qui a répondu

par « 2 » ou « 3 », souhaite donc une amélioration de ce côté. De nombreux étudiant.e.s ont tout particulièrement déploré l'organisation dans le pays d'accueil.

D'une manière générale, ce qu'il faut retenir de ce sondage dans la spécialité sciences économiques, c'est qu'il faut travailler à l'amélioration de l'organisation et de la transmission d'information, car il s'agit du point de critique principal qui se retrouve dans la rubrique « As-tu quelque chose à ajouter ? ». A ce sujet, la communication entre les différentes universités partenaires a été critiquée à maintes reprises.

Ce sont également plus de 75 % des participant.e.s qui annoncent qu'ils/elles apprennent « bien » ou « très bien » la langue partenaire. La majorité annonce que les cours de langues, généraux mais aussi et d'autant plus s'ils sont thématiques, sont importants et bienvenus dans le cursus. 86 % des interrogé.e.s ont la possibilité d'apprendre une autre langue étrangère que celle du pays partenaire, et 36 % sont même obligé.e.s de le faire.

Concernant les enseignements pratiques, 75 % des interrogé.e.s trouvent que les contenus professionnalisants sont proposés en quantité suffisante. Il s'agit principalement de stages et d'études de cas pratiques. Les étudiant.e.s regrettent cependant que la durée des stages soit si courte, ou même qu'il n'y ait qu'un seul stage de planifié dans le cursus. Une solution serait peut-être que l'UFA impose une durée minimale des stages.

D'une manière générale, on constate dans la spécialité sciences économiques une réelle satisfaction globale quant aux formations reçues, même si quelques points, que l'on a développés plus haut, doivent être retravaillés et améliorés. Bien entendu, cela n'est qu'une appréciation générale, et les opinions varient évidemment d'un cursus à l'autre.

2.3 Sciences humaines et sociales

Le sondage auprès des étudiant.e.s en sciences humaines et sociales a permis de constater que la majorité des étudiant.e.s de ce groupe disciplinaire est satisfaite de leur cursus universitaire. C'est pourquoi nous aborderons ici uniquement les conclusions les plus importantes du sondage :

D'une manière générale, 60 % des interrogé.e.s ont souligné que l'organisation, avant et pendant le cursus, était satisfaisante. Toutefois, quelques étudiant.e.s font remarquer que la communication entre les différentes universités partenaires pourrait encore être améliorée. A ce sujet, beaucoup soulignent que les problèmes de reconnaissance des unités d'enseignement d'une université à l'autre sont fréquents.

De plus, trois quarts des interrogé.e.s trouvent que le cursus répond correctement à leurs attentes thématiques, et que les contenus sont bien harmonisés entre les universités partenaires. Tout cela est bien entendu très réjouissant.

Toutefois, il a été régulièrement critiqué que les contenus français et allemands se recoupent, voire se répètent souvent, et que le niveau des cours soit parfois trop "bas". Au niveau master, les étudiant.e.s déplorent également le peu de possibilités de spécialisation.

Par rapport à la méthodologie universitaire, près de trois quarts des interrogé.e.s affirment qu'ils/elles ont des problèmes une fois arrivés dans le pays partenaire. Cela est parfois dû au fait que les profondes différences entre les systèmes universitaires allemand et français soient seulement abordées dans des cours d'introduction. C'est pourquoi les étudiant.e.s souhaiteraient plus de modules de méthodologie et de méthodes de recherche scientifique allant dans ce sens.

Le plus grand avantage d'un cursus franco-allemand, selon les étudiant.e.s, c'est l'acquisition et le perfectionnement des connaissances linguistiques dans la langue du pays partenaire, ou même parfois dans une troisième langue avec laquelle un contact a pu s'établir. Une chose très positive à souligner est que plus de 80 % disent se garder la possibilité d'une poursuite d'études en français/allemand voire dans une autre langue. C'est pourquoi une grande partie (78 %) des interrogé.e.s aimeraient plus de cours de langues thématiques, traitant de sujets pertinents à la fois pour leurs progrès en langue et pour leurs connaissances dans leur discipline, afin que ce type de cours soit plus lié à la préparation au reste du cursus.

Ils/elles sont également près de 70 % à penser que leur cursus et les différents accès à des stages profitent à leur (future) carrière professionnelle. Toutefois, une partie d'entre eux trouverait bienvenu qu'il y ait plus d'enseignements pratiques dans les cours en général.

Enfin, ce rapport porte également sur la question du financement des études. Il est intéressant de savoir que plus de 90 % des interrogé.e.s sont dépendants de

sources financières extérieures, comme par exemple leurs parents (56 %), les bourses (17 %), le BAföG (13 %) ou encore leurs économies (6 %). Par suite de cela, il n'est pas étonnant de constater que près de 95 % considèrent l'aide à la mobilité de l'UFA comme très importante. Malheureusement, ces bourses sont bien souvent versées beaucoup trop tard pour que cela profite aux étudiants en réel besoin financier.

2.4 Sciences et sciences de l'ingénieur

De notre côté, les résultats convergent avec ceux de nos confrères et consoeurs, particulièrement sur les thèmes "Financement" et "Organisation des études", pour ne pas citer tous les autres. En effet, nous notons ici qu'une forte proportion des étudiant.e.s interrogé.e.s, les trois quarts pour être précis, a recours à sa famille pour financer ses études. 8 % des étudiant.e.s trouvent une démarche qui leur permet d'obtenir de l'argent (la plupart du temps, il s'agit ici de jobs étudiants) pour pouvoir arrondir leurs fins de mois, et pallier ainsi à certains manquements d'ordre scolaires et personnels liés au revenus parfois insuffisants de leurs familles. Le reste complète à l'aide de bourses universitaires et souvent au travers de certaines entreprises et ONG.

L'aide à la mobilité, qui est une conséquence triviale des autres sources de revenus des étudiant.e.s qui doivent passer une partie de leurs études dans le pays hôte, est cependant très importante pour ceux-ci.

Il est à noter également que l'organisation, avant et après le début des études, a reçu une notation favorable, ce qui signifie que tout est fait à temps et dans les normes, facilitant la vie des étudiants.

Cependant, malgré le fait que les contenus thématiques semblent correspondre de manière acceptable aux attentes des étudiant.e.s (70 % se disent satisfait.e.s du contenu des matières proposées dans leurs cursus), il existe une minorité qui s'insurge contre la différence de niveau (par exemple, des cours, proposés dans les universités partenaires, qui s'étendent sur trois niveaux sans prendre en compte le fait qu'ils peuvent avoir déjà été dispensés aux semestres précédents dans les universités hôtes) ou alors juste une répétition des ces cours déjà enseignés dans le

pays partenaire. Parfois, certain.e.s étudiant.e.s font état d'examens qui sont plus axés sur la connaissance par coeur que sur le savoir-faire.

Nous remarquons aussi que 82 % des étudiant.e.s sont satisfaits de la mise en place des langues allemande et française et revendiquent aussi l'obligation de la langue anglaise pour certaines filières. Ce qui n'exclut pas une moitié des étudiant.e.s, qui trouve que la quantité de travail lors des études est plus importante que celle des autres étudiant.e.s n'appartenant pas à l'UFA.

2.5 Formation des enseignants

Les étudiant.e.s du groupe disciplinaire « Formation des enseignants » ayant participé au sondage sont issus de trois programmes différents. À peu près la moitié d'entre eux se trouve encore en licence. Pourtant, une grande majorité a déjà été en mobilité ou s'y trouve encore. L'aide à la mobilité attribuée par l'UFA à chacun.e y représente un soutien important, puisque les deux tiers disent financer leurs études grâce au soutien familial.

Le sondage a montré que la transmission d'informations AVANT le début des études a été principalement considérée comme insuffisante en comparaison avec la transmission d'information pendant les études. Même si la moyenne ne diffère que de 0.2 point, nous tenons à souligner dans ce contexte qu'il est absolument nécessaire voire indispensable de communiquer les informations importantes à temps, c'est-à-dire avant le début des études ou le séjour dans le pays partenaire respectif. Il semble malheureusement qu'une communication réussie ne soit pas encore donnée dans la plupart des programmes.

Les étudiant.e.s sont néanmoins très satisfaits du contenu et de la conformité des programmes. Au niveau des cours de langue, on peut constater quelques parallèles avec d'autres groupes disciplinaires : les étudiant.e.s souhaitent que les cours de langues soient liés à leur filière. Même si le niveau d'allemand / de français peut y être considéré comme élevé, des cours de langues portant sur la didactique et la rhétorique pourraient être utiles pour leur futur métier d'enseignants.

Selon les étudiant.e.s, la formation manque d'aspect pratique. Même si 80 % des programmes offrent des cours pédagogiques et des stages obligatoires, les

étudiant.e.s souhaitent d'avoir plus de possibilités d'appliquer en pratique qu'ils/elles ont appris dans la théorie.

Comme les programmes de l'UFA permettent aux étudiant.e.s d'améliorer leurs connaissances dans la langue étrangère et de gagner une expérience dans un système scolaire étranger, les étudiant.e.s. conviennent que la formation des enseignants dans un cursus binational entraîne beaucoup d'avantages. Malgré ces petits points faibles, ils/elles sont globalement très satisfaits.

2.6 PhD-Track

Des étudiant.e.s issu.e.s de huit différents programmes de PhD-Track se sont prononcé.e.s dans le sondage des représentant.e.s de l'UFA. Environ la moitié se trouve actuellement encore en master.

La plupart finance ses études soit avec une bourse (39 %) soit à l'aide de ses parents (46 %). Ce qui est frappant dans ce contexte, c'est le manque d'informations pour le financement du projet de thèse. 31 % des étudiant.e.s disent qu'ils/elles n'ont pas obtenu d'informations sur le financement, 23 % admettent que les informations mises à disposition sont insuffisantes. C'est donc plus de la moitié des étudiant.e.s en PhD-Track qui se montre mécontente avec la situation actuelle de la transmission des informations. Sachant que 85 % de ces étudiant.e.s dépendent financièrement soit d'une bourse soit de leurs parents, ce fait est frappant, et d'autant plus lorsqu'on tient compte du fait que la moitié se trouve déjà dans la phase de doctorat.

C'est en effet un financement qui est absolument nécessaire pour la réussite des projets de thèse. Travailler sur une problématique à long terme d'une façon continue et concentrée n'est pas possible lorsque le financement n'est pas garanti. C'est pourquoi les représentant.e.s des étudiants de l'UFA demandent aux responsables de programme de mieux communiquer à ce propos. Il est souhaitable que de telles informations soient mises à disposition dès la première année en master pour que les étudiant.e.s en PhD-Track puissent mieux s'organiser. Il en retourne de l'intérêt commun, car les difficultés financières représentent une raison considérable d'abandon chez les jeunes doctorants.

De plus, les représentant.e.s des étudiants de l'UFA se sont intéressé.e.s aux offres de formations techniques et/ou scientifiques dans le cadre des PhD-Tracks.

Presque tous les programmes de PhD-Track prévoient ou proposent des séminaires méthodologiques et des colloques. Certains d'entre eux donnent même la possibilité à leurs étudiant.e.s d'assister à des workshops ou écoles d'été. Cette vaste offre de formations doit être particulièrement mise en évidence. Même si 30 % des étudiant.e.s disent qu'ils/elles ne savent pas exactement à quelles formations ils/elles ont accès, l'intérêt que les étudiant.e.s y portent est encourageant.